

Nature de l'acte : 8.3

N° 2024 12 1175

Mis en ligne le 20.12.2024

**STATIONNEMENT INTERDIT**  
**AVENUE DU MARÉCHAL JUIN**  
**TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE LA VILLA 'GAZAGNE'**  
**DU 02 JANVIER AU 30 JUIN 2025**

**Le Maire de la Ville de Lourdes,**

Vu les articles L2122-18, L2212-1, L2212-2, L2212-5, L2213-1 et L2213-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu les prescriptions du code de la route,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie signalisation temporaire, approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Vu l'arrêté municipal en date du 21 décembre 2009, modifié, réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de Lourdes,

Vu la demande des entreprises S.G.R.P. sise Z.I. NAUDET 32700 LECTOURE (0680784013), TOITURES MIDI-PYRENEES sise 4 impasse Jean-Sébastien BACH 31200 TOULOUSE (0627836636), LES MENUISIERS BAGNERAIS sise 23 avenue du Général Leclerc 65200 BAGNERES DE BIGORRE (0642315170), PARDINA SN sise 6 rue de l'industrie 65320 BORDERES sur L'ECHEZ (0663318622), MENUISERIE GACHASSIN sise 7 rue Procope Lassalle 65270 SAINT PE DE BIGORRE (0674122571), APICS sise 23 rue de l'Allée 65310 LALOUBERE (0624186993), ELECTRICITE FOURNIER sise 16 avenue François Abadie 65100 LOURDES (0682698463), PAU PEINTURE sise ZI du Haut d'Ossau 164 rue de Gourette 64121 SERRES CASTET (0678928230), PCS SERVICES sise 15 rue François Marques 65000 TARBES (0666271819) , relative à des travaux d'aménagement de la villa Gazagne du 02 janvier au 30 juin 2025,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre les mesures réglementant la circulation et/ou le stationnement des véhicules afin de permettre l'occupation ou l'exécution de travaux sur la voie publique, de prévenir les accidents et de garantir la sécurité des usagers,

**ARRÊTE**

**Article 1 - Autorisation**

Du 02 janvier au 30 juin 2025, les entreprises S.G.R.P., TOITURES MIDI PYRENEES, LES MENUISIERS BAGNERAIS, PARDINA SN, MENUISERIE GACHASSIN, APICS, ELECTRICITE FOURNIER, PAU PEINTURES, PCS SERVICES sont autorisées à occuper le domaine public avenue du maréchal Juin sur 4 emplacements de stationnement + 1 emplacement réservé aux véhicules électriques derrière la villa Gazagne avenue du Maréchal Juin.

**Article 2 - Stationnement**

Durant la période visée à l'article 1, le stationnement est interdit sur 4 emplacements de stationnement + 1 emplacement réservé aux véhicules électriques derrière la villa Gazagne, avenue du Maréchal Juin.

Dans le cas où la circulation des piétons ne serait pas maintenue au droit des emprises, le bénéficiaire devra dévier la circulation des piétons sur le trottoir opposé, ou aménager un passage sécurisé à l'aide de barrières ou cônes de signalisation.

### Article 3 - Affichage de l'arrêté

Cet arrêté ne prend effet que s'il est publié électroniquement sur le site de la ville conformément à la réglementation en vigueur.

Il doit être affiché par le bénéficiaire :

- soit aux extrémités de l'emprise concernée par cette réglementation ;
- soit à l'endroit précisé par cette réglementation.

Cet affichage ne doit pas occulter les panneaux de signalisation mis en place en exécution du arrêté.

### Article 4 - Signalisation, balisage

La signalisation et le balisage nécessaires à l'application des dispositions précisés dans cet arrêté sont mis en œuvre par le bénéficiaire, sous sa responsabilité.

Ils doivent être conformes aux dispositions prévues par :

- l'instruction interministérielle citée ci-dessus ;
- la Police Municipale ou la Police Nationale ;
- les services techniques municipaux.

Un périmètre de sécurité sera mis en place autour de la villa Gazagne à l'aide de barrière Heras.

La commune ayant mis en place l'extinction de l'éclairage public la nuit, les dispositifs pour la signalisation des chantiers devront être obligatoirement réfléchissants.

### Article 5 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

D'autre part, Le bénéficiaire de l'arrête doit conserver l'accès des riverains.

### Article 6 - Enlèvement des véhicules

Afin de permettre le bon déroulement des travaux, tout véhicule contrevenant aux dispositions de l'article 2 du présent arrêté est considéré comme gênant au regard de l'article R.417-10 II 10° du code de la route (stationnement gênant sur une voie publique spécialement désignée par arrêté de l'autorité investie de pouvoir de police municipale et mis en fourrière selon les dispositions de l'article R.417-10 V de ce même code).

### Article 7- Constatation des contraventions

Toute contravention aux dispositions de cet arrêté sera constatée par les agents ou fonctionnaires assermentés et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

### Article 8 - Recours

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification à l'intéressé ou à compter de sa date de publication électronique.

### Article 9 - Application de l'arrêté

Madame la Directrice Générale Adjointe des Services, et Madame le Cheffe de la Police Municipale, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lourdes, le 17 décembre 2024

Pour le Maire,  
L'adjoint délégué,

  
Philippe ERNANDEZ

Notifié le .....  
 Par courrier recommandé envoyé le .....  
 Par remise en main propre  
 Par mail envoyé le 20/12/2024  
Je soussigné(e).....  
Signature : .....

Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le  
Tribunal Administratif de PAU  
Cours Lyautey - 64000 PAU  
dans un délai de deux mois.